ENQUÊTE
TUNISIE

Tunisie : la fuite des cerveaux s'accélère

Par Frida Dahmani

Publié le 9 mai 2018
Modifié le 10 mai 2018 à 9h50
Lecture : 8 minutes.

Sous l'effet d'une conjonction de facteurs, la fuite des cerveaux vers des pays offrant de meilleures perspectives d'avenir va s'accentuant. Enquête.

Illustration. © Klaus Vedfelt / Getty Images

« Quitter, est-ce trahir ? » s'interroge Nadia Zargouni, 16 ans, qui a remporté, en partant du thème de l'expatriation, le concours d'éloquence – ouvert aux lycéens – organisé par l'Institut des hautes études commerciales (HEC) de Carthage, en avril.

Nadia, qui projette de faire ses études à l'étranger, sait combien le sujet du départ des compétences préoccupe la société tunisienne. « On a tous dans notre entourage des jeunes qui sont partis pour faire carrière. Certains optent même pour des écoles et des filières tunisiennes qui débouchent sur des recrutements à l'étranger », explique Aymen, étudiant en informatique.

« Fuite des cerveaux »

Selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de novembre 2017, 95 000 Tunisiens ont choisi, depuis la chute du régime de Ben Ali, en 2011, de faire leur vie ailleurs, dont 84 % en Europe.

Il s'agit principalement de diplômés de haut niveau tentés par des perspectives d'avenir plus prometteuses que celles que leur propose la Tunisie. La tendance est mondiale, et le phénomène naturel pour un pays en crise et en mutation, estime le gouvernement, qui rappelle que la Tunisie a connu d'autres vagues de départs, notamment lors de la crise économique de 1986.

À l'expression « fuite des cerveaux », Slim Khalbouss, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, préfère celle de « mobilité des compétences » et se demande comment juguler ce phénomène « face à l'attractivité des marchés de l'emploi internationaux ».

Après les ingénieurs, notamment en informatique, et les enseignants--chercheurs, les médecins constituent le plus gros des contingents de ces nouveaux migrants. Et Nezih Zghal, secrétaire général de l'Ordre national des médecins, de tirer la sonnette d'alarme sur l'exode des praticiens.

>>> **À LIRE – Tunisie : le grand exode des médecins**

Il en va de même pour les ingénieurs, si bien que le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) peine à recruter. Mohamed Jaoua, directeur de l'Esprit School of Business, propose, pour pallier cette pénurie, de puiser dans le vivier des étudiants subsahariens en quête de stages et souligne que, de pays de départ, la Tunisie est aussi devenue un pays de destination, avec des flux en provenance du Sud.

Une solution qui exige aussi une évolution des mentalités : car, paradoxalement, la Tunisie, qui cherche sa place à l'international, peine à intégrer des compétences étrangères, voire à garder celles qu'elle a formées. Certains estiment qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter, la mobilité étant dans l'ordre des choses. Soit. Mais les candidats au départ dénoncent surtout des conditions de vie en deçà de leurs attentes.

> *J'ai trimé pendant dix ans pour être confrontée aux mandarins des hôpitaux publics sans pouvoir exercer correctement*

« J'ai trimé pendant dix ans pour être confrontée aux mandarins des hôpitaux publics sans pouvoir exercer correctement ma spécialité et sans aucune perspective d'avenir », assène une ancienne radiologue de l'hôpital Charles-Nicolle, à Tunis, en poste depuis janvier à Grenoble.

Selon l'Association des Tunisiens des grandes écoles (Atuge), un départ sur trois est motivé par la situation du pays et par une dégradation de la confiance. Ceux qui étaient revenus en 2011 pour des raisons inverses – ils pensaient que la révolution allait assainir le pays et ouvrir des perspectives – ont été très vite échaudés par la bureaucratie et la corruption, et sont repartis tout en clamant leur attachement à la Tunisie.

> *La crise économique, un système inchangé, la dévaluation du dinar, les conditions salariales ont miné mon enthousiasme*

« La crise économique, un système inchangé, la dévaluation du dinar, les conditions salariales ont miné mon enthousiasme. En revenant d'Allemagne, en 2012, j'étais porteur d'un projet, mais je me suis heurté à une telle inertie que j'ai préféré épargner mon énergie », explique Kays, chimiste, qui a choisi le Maroc pour l'avenir de ses enfants et les possibilités offertes par l'industrie pharmaceutique.

Les motifs financiers sont aussi déterminants. « Un ingénieur en début de carrière touche 800 dinars [environ 270 euros] en Tunisie et aura d'entrée de jeu 3 000 euros en France », note Mondher Khanfir, spécialiste en innovation et en business development. De même que le salaire d'un enseignant universitaire – 2 000 à 3 000 dinars – sera multiplié par quatre dans un pays arabe.

Possibilité de reconversion

La tendance à l'exode et son accélération ces dernières années sont notables, même s'il est, selon Samar Louati-Razgallah, présidente de l'Atuge, « difficile de s'accorder sur les chiffres ». Le gouvernement, qui dénombre 17 500 Tunisiens évoluant à l'étranger dans le cadre de la coopération technique internationale, récuse les 95 000 départs depuis 2011 annoncés par l'OCDE, mais il lui est néanmoins difficile de quantifier cette migration puisque les départs ne sont pas assortis d'une déclaration.

Infographie JA © Infographie JA

> *La part de jeunes médecins à s'être exilés est passée de 9 % en 2012 à 45 % en 2017*

« La part de jeunes médecins à s'être exilés est passée de 9 % en 2012 à 45 % en 2017. Le mouvement s'est accéléré à partir de 2014. Et concerne désormais des médecins expérimentés, qui prennent le chemin des pays du Golfe ou celui du privé, car l'État est incapable de les payer convenablement », explique Nezih Zghal. Ils seraient, bon an mal an, entre 200 et 300 médecins spécialistes et plus de 1 500 ingénieurs à quitter le pays, principalement pour la France, l'Allemagne ou le Canada.

>>> **À LIRE – En chiffres : la mobilité France-Tunisie, preuve des « liens inextricables » entre les deux pays**

« Ceux qui ont de l'expérience négocient leurs compétences dans les pays du Golfe, mais, depuis 2011, le Maroc est devenu une destination prisée des patrons de PME tunisiens qui ont choisi de délocaliser, tandis que l'Algérie accueille des agences de communication et des graphistes », précise l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE), qui recense 1,2 million de nationaux expatriés, dont 7 % de cadres supérieurs.

Migrer offre aussi à certains une possibilité de reconversion. C'est le cas assez atypique d'Anys Fatnassi, fondateur de l'association Harrouss, The Smart Migrant (« le migrant intelligent »). Après des études de comptabilité qui ne l'enchantaient guère, il s'est installé en Chine pour se spécialiser en gestion de la chaîne logistique (*supply chain*). Une expertise qui l'a conduit à exercer dans ce secteur pour le compte de la Croix-Rouge, au Kenya. Son sens de l'initiative et de la mobilité lui a permis de se forger une carrière dans la logistique, mais la grande majorité des exilés partent dans le cadre d'une immigration choisie décidée par les pays d'accueil en fonction des besoins du marché de l'emploi.

Infographie JA © Infographie JA

> *15 % à 18 % des migrants venus du Maghreb et vivant dans les pays de l'OCDE ont un niveau universitaire*

Si bien que 15 % à 18 % des migrants venus du Maghreb et vivant dans les pays de l'OCDE ont un niveau universitaire. L'augmentation de la demande et des flux tendus dans le digital, le *blockchain*, la numérisation et l'intelligence artificielle en Europe profitent aux ingénieurs. Ils sont recrutés par l'intermédiaire d'annonces sur les sites spécialisés, de contacts avec les écoles ou, à travers les réseaux sociaux, par des entreprises ou des chasseurs de têtes qui mènent, le temps d'un week-end, des batteries d'entretiens pour cibler les candidats, avec à la clé un contrat de trois ans en bonne et due forme.

Aspects positifs

« En France, on ne dit pas qu'on recrute un bon informaticien, mais "un Tunisien", en raison de notre excellente réputation en informatique et d'une aisance avec les algorithmes », souligne Mondher Khanfir.

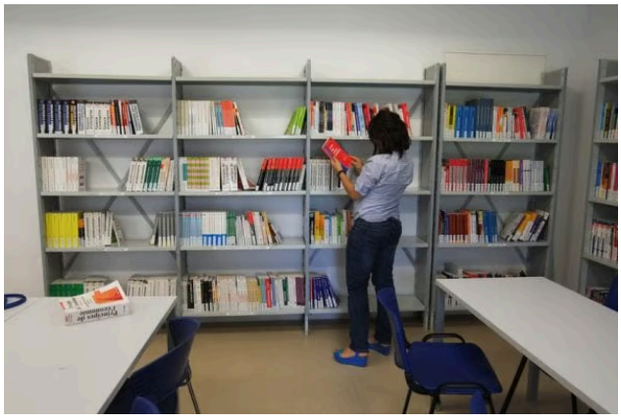
Pour les médecins, « réussir un concours d'équivalence ou plus précisément une épreuve de vérification des connaissances permet aux

Tunisiens de travailler en France, laquelle recrute en radiologie, en anesthésie-réanimation et en dermatologie. Dans certains cas, l'accord du chef de service en France permet une embauche pour deux ans », précise le dermatologue Moez Ben Salem, qui déplore certains départs, comme celui de l'ancien doyen de la faculté de médecine de Tunis, Ahmed Maherzi, parti s'installer au Canada après avoir été humilié par la police à la suite d'une plainte injustifiée déposée par une étudiante dont la mutation à Tunis avait été refusée.

L'exode concerne aussi les enseignants-chercheurs, qui, après une expérience en Tunisie, profitent des offres des universités dans les pays arabes pour donner du poids à leur carrière et accéder à de meilleures conditions de travail en matière de recherche.

> *Les compétences peuvent devenir un pont entre la Tunisie et les pays où elles résident*

Si les autorités relativisent l'ampleur des départs, elles reconnaissent, comme Mohamed Trabelsi, ministre des Affaires sociales, que « les compétences peuvent devenir un pont entre la Tunisie et les pays où elles résident. Ces experts peuvent représenter leur pays à l'étranger et contribuer à l'économie nationale ».



Ons Abid pour Jeune Afrique © Ons Abid pour Jeune Afrique

Car les Tunisiens expatriés restent attachés à leur pays et attendent des conditions favorables pour envisager un retour. Selon une étude de l'Atuge, 38 % d'entre eux souhaiteraient rentrer pour entreprendre, et 54 %, pour contribuer à l'évolution du pays, tandis que 69 % disent que les amis et la famille leur manquent.

« Pour être de nouveau attrayant pour les siens, le pays doit avancer, porter une vision ambitieuse qui générerait de la confiance et susciterait une dynamique positive », explique Anys Fatnassi.

> *La fuite des cerveaux crée un manque provisoire de compétences, mais celui qui part dix ans peut […] faire gagner cent ans à son retour*

La mobilité est dans le tempérament des Tunisiens, mais « les directives et les standards internationaux recommandent aux pays de protéger leurs marchés de l'emploi. Néanmoins, il existe une relation entre migration et développement à la faveur des transferts d'argent et de l'acquisition d'une expertise. La fuite des cerveaux crée un manque provisoire de compétences, mais celui qui part dix ans peut, avec l'expertise acquise, faire gagner cent ans à son retour », souligne Mohamed Belarbi, coordinateur national de projets pour l'Organisation internationale du travail (OIT).

Certains ont choisi de ne pas se poser la question du retour mais de rester entre deux rives – « expatriés partout », assène Mondher Khanfir – et de « servir de là où [ils] se trouve[nt] », assure Samar Louati-Razgallah.

Retour gagnant

Ons Abid pour JA © Ons Abid pour JA

Recruté à 23 ans par la Banque Rothschild sur les bancs de la Sorbonne, où il soutenait un master en finances, Ismaïl Ben Sassi, 27 ans aujourd'hui, a renoncé à une brillante carrière pour revenir en Tunisie en 2016 et promouvoir son propre projet. Il a d'abord mis toutes les chances de son côté en préparant à distance, et en partenariat avec le français ABC Bourse, le lancement d'Il Boursa, premier portail boursier et financier du pays, qui vise à donner de la visibilité à la place de Tunis, à attirer les investisseurs et à développer une culture boursière.

Préparer son retour

Ismaïl est intarissable sur les possibilités qu'offre la Tunisie, mais insiste sur le fait qu'il faut bien préparer son retour. Parti sans réelle intention de revenir, il comprend que les jeunes rêvent de s'exiler, même si la conjoncture ne s'y prête pas.

« C'est aberrant de les en empêcher. À terme, on aimerait tous créer de la richesse dans notre pays », argue le patron de start-up. Devenu un acteur incontournable de la scène économique – sa société ne perd pas d'argent et lève des fonds avec succès –, il n'a eu aucune difficulté d'adaptation et profite « d'une bonne qualité de vie et d'opportunités professionnelles ».

Misant sur la plus-value apportée par l'expertise, Ismaïl Ben Sassi ouvrira un bureau d'Il Boursa à Casablanca et un autre à Abidjan en juin prochain.

La Matinale.

Chaque matin, recevez les 10 informations clés de l'actualité africaine.

Votre e-mail

S'inscrire

Jeune Afrique utilise votre adresse e-mail afin de vous adresser des newsletters.
Consultez notre politique de gestion des données personnelles

Frida Dahmani
Correspondante en Tunisie de Jeune Afrique

Éducation

© Jeune Afrique 2026, tous droits réservés